

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n° 2016-172 du 7 octobre 2016, mettant en demeure la SELARL DE KEATING représentée par Maître Christian Hart De Keating, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la Blanchisserie BTH située à Vanves au 48/50 rue de la République, de respecter, dans un délai 2 mois, l'article R512-39-1 relatif à la déclaration de cessation d'activité d'une ICPE soumise à autorisation ainsi que les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.511-1, L.514-5, R.512-39-1,
- Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu l'arrêté MCI n°2016-45 du 5 septembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 août 2009 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2345 relative à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements,
- Vu le jugement rendu le 19 mai 2016 par le tribunal de commerce de Nanterre prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise BTH exploitant d'installations classées pour la protection de l'environnement et désignant comme liquidateur judiciaire Maître Christian Hart De Keating,
- Vu le rapport en date du 3 août 2016 de l'inspection des installations classées, rédigé comme suite à l'inspection réalisée le 12 juillet 2016, et par lequel il a été constaté que l'établissement avait cessé de fonctionner mais que les machines de nettoyages à sec fonctionnant au perchloroéthylène situées dans le local au n°50 rue de la République à Vanves, étaient toujours sur place,
- Vu le même rapport en date du 3 août 2016, de l'inspection des installations classées, proposant, de mettre en demeure le liquidateur judiciaire de la société BTH, la SELARL DE KEATING, représenté par Maître Christian Hart De Keating, de respecter, l'article R512-39-1 du code de l'environnement relatif à la déclaration de cessation d'activité d'une ICPE soumise à autorisation,
- Vu le même rapport du 3 août 2016 précité, transmis au liquidateur judiciaire, représentant légal de l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, pour éventuelles observations,
- Considérant que l'activité de la blanchisserie BTH exercée au 48-50, rue de la République sur la commune de Vanves, relève des rubriques 2345 et 2340 de la nomenclature des installations classées et qu'elle est donc soumise aux exigences du livre V, titre 1 du code de l'environnement, en particulier son article R.512-39-1,

**Considérant** que la notification de la cessation des activités relevant des rubriques 2340 et 2345 n'a pas été effectuée par le liquidateur judiciaire, Maître Christian Hart De Keating,

**Considérant** que les constats réalisés lors de la visite du 12 juillet 2016 établissent la présence de déchets dangereux dans les locaux de la blanchisserie BTH située au 48-50 rue de la République à Vanves,

**Considérant** que le site n'est pas mis en sécurité au regard des dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement,

**Considérant** au regard des résultats du rapport d'essai n°16/5076/RG1 du Laboratoire Central de la Préfecture de Police (LCP), qu'une pollution historique au perchloroéthylène est avérée dans les locaux du site,

**Considérant** que cette situation constitue un grave danger pour la sécurité et la santé des riverains et un danger pour l'environnement,

**Considérant** que le jugement rendu le 19 mai 2016 par le tribunal de commerce de Nanterre prononçant la liquidation judiciaire de l'entreprise BTH et désignant comme liquidateur judiciaire Maître Christian Hart De Keating, semble corroborer la cessation d'activité constatée lors de la visite d'inspection du 12 juillet 2016 précitée,

**Considérant** que Maître Christian Hart De Keating en tant que liquidateur judiciaire de la société la BTH doit désormais assumer en lieu et place de la société BTH les obligations légales et réglementaires s'imposant aux exploitants au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant** que les intérêts de l'article L511-1 du code de l'environnement ne sont pas protégés,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La SELARL DE KEATING, représentée par Maître Christian Hart De Keating, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la Blanchisserie BTH située à Vanves au 48/50 rue de la République est tenue, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, de notifier au préfet, dans un délai de 2 mois, la cessation d'activité de la société BTH en lieu et place de celle-ci.

Maître Christian Hart De Keating devra s'assurer que la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures devront comporter, notamment :

- l'évacuation des produits dangereux, et, la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, la SELARL DE KEATING DE KEATING devra placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »

### **Article 2 : Sanctions administratives**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la SELARL DE KEATING en sa qualité de liquidateur judiciaire de la Blanchisserie BTH située à Vanves au 48/50 rue de la République sera passible de sanctions administratives et pénales prévues par l'article L171-8 et suivants du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

#### **Recours contentieux :**

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

**Article 4 : Publicité**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de VANVES et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de VANVES, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

**Article 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de VANVES, Madame le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

le Préfet,  
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

